



29 novembre 2024  
Sofia Lorena



Akihisa Matsuno professeur universitaire japonais

## **Sahara occidental : En 10 ans le Maroc a expulsé 300 journalistes, avocats et militants**

**Ils venaient de 21 pays pour observer des procès, rédiger des articles, réaliser des films documentaires ou collecter des données. Les autorités marocaines ne leur ont pas permis d'y séjourner.**

Il est de plus en plus difficile d'obtenir des informations véritablement indépendantes sur ce qui se passe pour les indépendantistes au Sahara occidental occupé par le Maroc, les provinces du Sud comme les appelle Rabat. Les journalistes étrangers ont presque cessé d'essayer de se rendre dans la région, tant la rapidité avec laquelle ils sont généralement expulsés est grande et ceux qui tentent de briser le blocus de l'intérieur sont harcelés et menacés. Il y a près de dix ans, Reporters sans frontières qualifiait la situation dans les territoires occupés de « désert de l'information » et de « désert du journalisme », estimant que tenter d'être journaliste au Sahara occidental était un « acte d'héroïsme » et dénonçant les « persécutions constantes contre les journalistes » et « la répression constantes » des Sahraouis qui tentaient d'exercer leur métier au Sahara occidental en dehors du régime officiel marocain et qui ont été « souvent condamnés à de longues peines de prison ».

La situation ne s'est pas améliorée. Pénétrer au Sahara occidental n'est pas seulement difficile pour les journalistes : selon une enquête menée par une association française, depuis 2014 au moins 300 personnes originaires de 21 pays, dont le Portugal, ont été expulsées du territoire contesté. L'enquête sera présentée à la 48ème Conférence européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) vendredi et samedi à Lisbonne. En plus de ces expulsions, 19 personnes en transit vers le Sahara ont été forcées de quitter le Maroc et certaines personnes et organisations ont tout simplement été interdites, y compris sept grandes organisations non gouvernementales de six pays (dont Human Rights Watch et Amnesty International). Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme lui-même comme tout membre de son bureau, « *est également interdit d'accès au Sahara occidental pour la neuvième année consécutive* », note le dossier compilé en anglais par l'AFASPA (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique).

Au cours de la période analysée, la chercheuse et militante portugaise des droits des Sahraouis, Isabel Lourenço, a été expulsée deux fois du territoire occupé par le Maroc depuis 1975, dont une fois lorsqu'elle disposait d'une accréditation d'une fondation espagnole pour assister à un procès, et une fois alors qu'elle s'apprêtait à rendre visite à des prisonniers politiques.

Elle est chercheuse au Centre d'études africaines de l'Université de Porto et s'est rendue plusieurs fois sur le territoire, tout en participant à l'élaboration de rapports sur l'impact de l'occupation sur les enfants ou sur la situation des prisonniers politiques.

Parmi les journalistes, principalement français et espagnols, plusieurs groupes de jeunes et d'étudiants universitaires (des dizaines de Norvégiens, beaucoup de Danois et de Suédois, mais aussi des Américains et des Canadiens) et même des députés européens ont été expulsés.

Et bien sûr, de nombreux chercheurs comme Isabel Lourenço, qui en plus de ses travaux académiques a également pris fait et cause pour l'autodétermination sahraouie.

C'est ce qui est arrivé en 2017 au professeur d'université japonais Akihisa Matsuno, que PÙBLICO a interviewé à Lisbonne, où il participe à l'EUCOCO. Après quelques jours au Maroc, Matsuno et son épouse, la chercheuse Kiyoko Furusawa, se sont rendus au Sahara occidental et, après seulement une journée, ils ont été contraints d'embarquer dans un avion à l'aéroport d'El Aiún, la principale ville de la région, puis à Casablanca, et de nouveau à Paris à l'aéroport Charles de Gaulle et où ils ont été sous surveillance constante jusqu'à ce qu'ils soient conduits à la porte d'embarquement du vol qui devait les emmener à Tokyo, c'est là qu'on leur a rendu les passeports saisis à l'aéroport d'El Aiún.